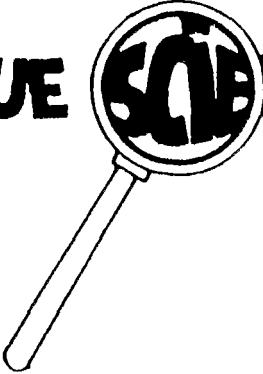


CHRONIQUE SCIENTIFIQUE



Les noces d'or de l'IFAN : de l'africanisme au panafricanisme (Dakar, 27 février-3 mars 1989)

Eh oui, cinquante ans déjà, cinquante ans (cinquante et un en réalité) que fut créée à Dakar l'Institut français d'Afrique noire, devenu avec la décolonisation Institut fondamental d'Afrique noire, puis Institut fondamental d'Afrique noire-Cheikh Anta Diop, depuis la mort du célèbre historien sénégalais, chercheur éminent de cette institution.

De tous les IFAN de l'Afrique française (un par territoire), celui de Dakar fut incontestablement le fleuron. Il fut un lieu d'initiative et de promotion de la recherche africaniste, grâce, entre autres, à celui qui en fut longtemps l'infatigable directeur et animateur, Théodore Monod.

L'IFAN avec ses nombreuses publications (*Bulletin de l'IFAN, Notes africaines*), ses trente-huit chercheurs, son importante bibliothèque et ses trois musées (dont le dernier né, celui de Gorée, fut inauguré lors des manifestations du cinquantenaire) demeure, essentiellement dans les sciences sociales, un pôle majeur de la recherche en Afrique. Cependant, la « crise » que connaît depuis plusieurs années le Sénégal, ainsi que certaines pesanteurs intellectuelles et un manque d'impulsion, avaient quelque peu émoussé le dynamisme de cette prestigieuse institution qui n'avait plus son rôle attractif d'antan. Un second souffle s'imposait. Et c'est à cette tâche difficile qui consiste à susciter des projets et à asseoir la crédibilité nationale et internationale de cette institution que s'est attelé l'actuel directeur, le sociologue Abdoulaye Bara Diop, auteur réputé d'ouvrages sur la société wolof.

Dans ce contexte, le symposium du cinquantenaire : « l'Afrique à l'aube du XXI^e siècle » qui s'est tenu à Dakar du 27 février au 3 mars avait au fond une double finalité : réfléchir sur l'état et l'organisation de la

recherche africaine en général et tirer tous les enseignements de ce bilan et de ces perspectives pour l'IFAN lui-même, qui entend s'attacher à mieux articuler ses travaux aux problèmes prioritaires de développement et à porter davantage son attention sur les dimensions socio-politiques de ceux-ci (d'où un intérêt marqué pour la question de l'État). Les responsables de l'IFAN ont également profité de ce forum international pour faire pression auprès des autorités présentes (ministre de l'Enseignement supérieur, ministre du Plan et de la Coopération) sur deux points essentiels : le statut des chercheurs et la place de la recherche en sciences sociales dans les priorités gouvernementales.

Une cinquantaine de délégués avaient été invités à ces manifestations, notamment des représentants de centres de recherche d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord.

Les communications et discussions étaient organisées autour de trois grands thèmes :

- Obstacles socioculturels au développement : aspects historiques.
- La recherche scientifique africaine : héritage, état actuel et avenir.
- Recherche et développement : recherche appliquée et entreprises, recherche fondamentale.

Sans avoir la prétention de tirer des conclusions globales de ces journées, nous voudrions souligner les points forts que l'on peut en retenir.

Le sens d'une commémoration

Le mélange des classes d'âge, voulu par les organisateurs, permit des évocations et des retrouvailles parfois émouvantes, mais jamais le symposium ne tourna à la réunion d'anciens combattants. Le regard jeté sur le passé colonial ne fut empreint ni de complaisance ni d'une volonté de disqualification a priori.

Ces quatre journées très denses ont mis en évidence la volonté de dépasser le niveau de la simple commémoration et de s'interroger avec une grande liberté de ton sur les causes du retard de l'Afrique en matière de recherche, perçue comme une nécessité de survie dans le monde actuel.

Le problème fut également posé de l'effet du développement scientifique tel qu'il est conçu dans le modèle occidental sur les cultures africaines. L'idée même du «retard de l'Afrique» fut mise en doute par certains ; l'Afrique apparaissant à certains égards comme « un coureur de fond », pour reprendre la belle expression du professeur J. Ki-Zerbo.

Faire de la recherche une priorité politique

L'absence de volonté politique des gouvernants à promouvoir la recherche a été unanimement constatée. Si les chercheurs sont en parti responsables de ce manque d'intérêt de l'État (individualisme, coupure du pays réel et de ses problèmes, cloisonnements disciplinaire et institutionnel), celui-ci n'a rien fait pour améliorer la situation. La recherche est considérée comme un luxe par les dirigeants. En moyenne, les États africains ne consacrent que 0,5 % du PIB à la recherche. L'absence de démocratie est par ailleurs néfaste aux débats scientifiques surtout dans les sciences sociales. Si l'État, comme l'a remarqué l'un des intervenants, P. Sane,

« enveloppe plus qu'il ne développe », on comprend que la liberté scientifique l'effraie. Mais lorsque les dirigeants politiques poussent les chercheurs, comme l'a fait le ministre du Plan sénégalais, à « apporter des réponses à des questions pratiques », il faut peut-être les prendre aux mots...

La balkanisation de l'Afrique

La dénonciation du morcellement de l'Afrique a, a-t-on entendu, des conséquences dramatiques sur la détérioration de la recherche. D'où l'idée exprimée avec force par plusieurs participants de construire des espaces régionaux de recherche. Et l'historien B. Barry a proposé que l'IFAN devienne « un centre de compétence sur l'Afrique de l'Ouest ».

L'africanisme en question

L'africanisme, connoté comme produit de l'Occident, a été l'une des cibles privilégiée des participants. J. de Medeiros, notamment, l'a analysé comme le lieu d'un rapport de force qui marginalise les chercheurs africains ; et P. Houtongui a mis l'accent sur l'extraversion, dont les conséquences idéologiques sont patentées (exotisme), qu'il porte. D'autres intervenants s'en prirent aux privilèges des africanistes européens ou américains, tant pour ce qui est du financement de la recherche que des facilités de publication. Mais jamais ces débats ne tournèrent à la croisade. Le souci de tenir compte des évolutions actuelles des études africaines, joint à un humour africain dénué d'agressivité mais corrosif, comme celui de A.A. Dieng qui s'en prit aux économistes africains qui ont été « les perroquets ou les singes de leurs maîtres européens », ont créé un climat de dialogue dont tous les participants se sont félicités.

Ce colloque s'est tenu dans une université en grève (enseignants), ce qui a quelque peu perturbé le déroulement de l'inauguration de la stèle en l'honneur de Cheikh Anta Diop. Le ministre de l'Enseignement supérieur a vu sa voiture secouée et les autorités ont dû renoncer aux discours d'usage devant la pression de manifestants, par ailleurs très courtois avec les invités de l'IFAN. Le professeur P. Fougeyrollas, ex-directeur de l'IFAN, et l'un des tribuns les plus appréciés à la fin des années soixante de toute une génération d'étudiants contestataires, s'en est trouvé tout ragaillard. Et il retrouva sa flamme dakaroise d'antan pour prononcer sa conférence sur « les sciences sociales et la civilisation africaine ».

En ouvrant ce symposium, le directeur de l'IFAN pressait les chercheurs de « faire preuve d'imagination ». Tout au long de ces journées, les idées n'ont pas fait défaut. Le problème est maintenant de les organiser. En matière de recherche comme dans d'autres domaines, l'Afrique doit se doter de pôles d'excellence et de réseaux. Le panafricanisme scientifique passe par là. L'IFAN est bien placé pour jouer cette carte.

E. Le Bris et Ch. Coulon